



Fatima Ouassak : « Banlieues et gilets jaunes partagent des questions de vie ou de mort »

Ballast

29 juillet 2019

Entretien inédit pour le site de Ballast

C'est à Bagnolet, à l'est de la capitale, que Fatima Ouassak, lilloise d'enfance, vit et s'engage. Le Front de Mères, dont elle est la cofondatrice, s'avance comme le premier syndicat de parents d'élèves des quartiers populaires ; le Réseau Classe/Genre/Race, qu'elle préside, lutte contre les discriminations subies par les femmes issues de l'immigration post-coloniale. Nous la retrouvons dans un café. Le printemps 2019 aura vu la déconfiture de la gauche dans les urnes européennes et le Sénat se prononcer en faveur de la mise au ban des mères qui portent un foulard lors de sorties scolaires ; l'été enregistre des records de chaleur et l'Assemblée nationale ratifie le CETA quelques heures après avoir invité une fameuse activiste pour le climat. L'occasion d'un point avec cette militante antiraciste, féministe et écologiste qui en appelle à la dignité (et à la révolution).



Vous ne semblez pas partager l'idée que la gauche anticapitaliste soit aujourd'hui un champ de ruines. Comment s'explique cet optimisme ?

Mon optimisme ne renvoie pas tant à la gauche anticapitaliste qu'à cette nouvelle génération de militants qui émerge, notamment dans les quartiers populaires. Elle propose une analyse politique du système et des modalités de luttes, et incarne l'espoir. Je pense au [Comité Adama](#) et à tous les collectifs de terrain, moins connus, qui réalisent un travail de fourmi dans l'urgence du quotidien. Bien sûr, je n'ignore pas la dureté de ceux d'en face : on vit actuellement sous un régime autoritaire — qu'on peut même, du point de vue des quartiers, qualifier de fascisant. Mais ce rapport de force débloque également des choses. On l'a vu récemment avec les gilets jaunes : les espoirs et les perspectives ne sont plus les mêmes, depuis. Même si nous étions déjà dans une dynamique d'ouverture, ils nous ont permis de nous ouvrir davantage encore, d'élargir le spectre de nos questions — raciales et impérialistes, pour l'essentiel —, de toucher à la question sociale d'une manière encore plus large. Mais à Bagnolet, dans le 93, et plus largement dans les quartiers, notre gros problème reste la gauche...

Mais « la gauche aujourd'hui, c'est nous », avez-vous toutefois déclaré au lendemain des élections européennes !

« Les gilets jaunes nous ont changés. Ils représentent une France que nous ne connaissions pas et qui, pour être franche, nous faisait peur. »

Toutes les luttes auxquelles j'ai participé se sont faites en rupture avec la gauche — de



la plus radicale au PS. Car la gauche ne prenait pas en charge nos problématiques, ou bien les sabotait, les diabolisait. Ce « nous » s'est donc construit en réaction, mais pas seulement. Car il y a du génie politique dans les quartiers — je dis ça sans la jouer « 9-3 ter-ter » ! (*rires*) Notre condition et notre situation de descendants de l'immigration post-coloniale nous obligent, comme le dit le sociologue Saïd Bouamama, à « bricoler ». Ça n'obéit pas à des catégories universitaires et théoriques bien découpées, à la hache, mais ça n'en reste pas moins très subtil, essentiel. Nous portons une vision du monde nourrie de références à l'exil, à l'islam ; c'est un mélange bâtard et bouillonnant qui nous place à la pointe du combat révolutionnaire. Et, j'y reviens : les gilets jaunes nous ont changés. Ils représentent une France que nous ne connaissions pas et qui, pour être franche, nous faisait peur : celle des campagnes blanches qui regardent BFM. Mais de voir que cette population n'est pas descendue dans la rue contre les femmes voilées, les Noirs, les Arabes ou les migrants, de voir que tous ces gens issus des classes populaires se sont mobilisés autour d'enjeux qui résonnent avec les nôtres — la dignité, l'égalité, la justice sociale —, ça a bousculé notre regard. Et donc nos façons de militer. On a de nombreux points communs. On peut même s'inspirer de certaines actions radicales des gilets jaunes.

La gauche peut encore avoir tendance à faire l'impasse sur le racisme structurel ; c'est pourtant notre urgence. Après les attentats contre Charlie Hebdo et le Bataclan, après les polémiques à répétition contre le foulard, j'ai vu certains pans de la gauche basculer, sous des formes plus raffinées que les théories du « grand remplacement », dans le racisme. À l'hiver dernier, j'étais marquée par ça. Et débarquent les gilets jaunes, et ce n'est pas contre nous qu'ils prennent les ronds-points et déferlent sur les Champs-Élysées ! *El hamdoulillah*¹ ! (*rires*) Donc il fallait les soutenir, et même intégrer le mouvement. À chaque fois que je croise des gilets jaunes, on discute, on s'écoute : il y a beaucoup moins de tensions qu'avec bien d'autres espaces, d'ailleurs très militants. Sans doute parce que les banlieues et les gilets jaunes partagent des questions qui ne sont pas théoriques, mais bien de vie ou de mort. Cela ne veut pas dire qu'il faille mettre tous nos œufs dans le panier de la « convergence ». Non : la base, là où il faut s'investir le plus, c'est d'abord là où on vit. Dans nos quartiers, dans les écoles de nos enfants, dans nos immeubles. Et là où on travaille. Avec la perspective de joindre les deux, lutte des quartiers populaires et lutte syndicale.



□Cyrille Choupas | Ballast□

Vous disiez récemment à Reporterre que vous ne luttez « *jamais sur des questions idéologiques* ». On entend très bien votre souci du concret, de l'action locale. Mais les idées et leur hégémonie façonnent aussi le monde, non ?

Bien sûr, il s'agit d'un équilibre. Il n'y a pas d'un côté le monde des idées et de l'autre le terrain, le pragmatisme. Mais les militants arrivent, trop souvent et trop vite, avec leurs gros sabots et leurs concepts — inaccessibles, en prime. Ils passent leur temps à vouloir faire rentrer les urgences concrètes dans leur cadre idéologique. La conscientisation se fait d'abord par l'expérience. Lire, comme première approche, crée souvent une distance. Certains parlent du racisme comme s'il s'agissait de physique quantique : tout est ultra-compliqué et désincarné, donc d'une certaine manière pacifié et neutralisé. Le vécu, la violence, ça se traduit généralement par des mots simples. Et, de façon plus personnelle, je suis incapable de m'engager contre des oppressions que je ne vis pas. Je politise ce que connais, ce que j'affronte. On ne peut pas plaquer les théories décoloniales et intersectionnelles ; c'est du mépris de classe que de croire que les gens devraient rendre grâce à ces concepts. Travaillons dans l'ordre : partir des oppressions vécues ; chercher des outils pour élaborer une stratégie, les combiner et les bricoler dans le but de gagner. Le marxisme, le féminisme ou l'antiracisme, en tant que tels, je m'en fiche s'ils ne nous permettent pas d'obtenir des victoires pour plus de justice dans



la vie de tous les jours.

Vous posez d'ailleurs la question écologique comme « un outil de libération, pour l'égalité et la justice ». Un outil parmi d'autres ou celui qui pourrait permettre, du fait qu'il décide de l'avenir même du monde et de nos sociétés, d'embrasser les autres problèmes ?

« Même la veille du fameux jour de la fin du monde, le monde sera toujours autant hiérarchisé racialement si on noie la lutte antiraciste dans la lutte écologiste ! »

La question écologique est à part : c'est un enjeu de survie, de civilisation. En plus, c'est un outil qui n'est pas abîmé ni discrédité dans les banlieues — contrairement au communisme, à cause des élus du PC qui les ont longtemps dirigées. Mais croire que l'écologie règlera tous les problèmes, non. Dire que, puisque nous risquons de tous y passer de la même façon, nous allons abolir comme par magie l'ensemble des hiérarchies pour n'être plus que des humains égaux, ça, je n'y crois pas du tout. Même la veille du fameux jour de la fin du monde, le monde sera toujours autant hiérarchisé racialement si on noie la lutte antiraciste dans la lutte écologiste ! Les Blancs et les non-Blancs ne subiront pas la même chose en cas de catastrophe écologique — ils ne subissent **déjà pas la même chose**. Pareil pour les hommes et les femmes. On est condamnés à penser l'écologie en même temps que l'antiracisme et le féminisme.

Quand vous évoquez une écologie « du point de vue des descendant.e.s de l'immigration post-coloniale », ça recouvre quoi de précis ?

De partir, là encore, de là où on est. On ne vit pas dans les pays du Sud, on vit dans le Sud du Nord. C'est une écologie ancrée, qui traduit cette réalité singulière. D'un quartier à l'autre de Bagnolet, par exemple, tu ne vas pas avoir la même offre en termes d'alimentation. Des grecs, des produits industriels et des biscuits Pépito partout, ici ; des AMAP et des jardins partagés, là. On est bloqués dans des tours à dix-huit étages, les ascenseurs ne marchent pas tous, tu croises la police avec des armes de guerre ou bien des trafiquants de drogue. On est, de fait, assignés à résidence. Je connais des mères qui disent à leurs enfants de marcher sans regarder à droite ni à gauche. On s'enferme dans nos appartements exigus, nos enfants sur-consomment de la télé et du numérique. On n'accède pas de la même manière qu'aux autres à l'espace public. On nous parle de « sauver l'environnement » ? Encore faut-il le voir ! C'est au bled que je l'ai connu, moi. Un jour, j'ai reçu un formulaire scolaire pour ma fille me demandant si elle mange du porc —

il se trouve que non. Mais les enfants qui ne mangent pas de viande du tout ? Ils mangent un bout de pain et du fromage. J'ai remonté le problème auprès de la [FCPE](#)² et j'ai vu des parents s'opposer à nous sur ces questions. Ils ont mené une guerre pour le tout-viande ! Au final, j'étais une islamiste qui avançait masquée... Ma première lutte en matière écologique a été de me battre pour être reconnue légitime à parler d'écologie.



□Cyrille Choupas | Ballast□

Votre végétarisme a donc des liens avec l'écologie anticapitaliste.

Bien sûr. Mais je tâche toujours d'ajuster mon discours sur ce qu'il est possible de faire localement. Si mon propos effraie les concernés, je ne peux pas continuer. Je peux également prendre cette question d'un point de vue religieux. On a tendance à réduire la problématique de l'alimentation qui concerne les musulmans à la question du *halal*/pas *halal*, or il existe toute une réflexion sur ce qu'il est licite ou non de faire par rapport aux animaux, à la viande. En islam, seul un rituel rend la viande licite, et sur des temps précis. Le Prophète en mangeait d'ailleurs extrêmement peu. Et la condition, pour en manger, c'est que l'animal ait été bien traité, qu'il ait vécu sa vie. Si le mouton voit l'arme, tu ne peux plus le tuer car il souffre à la vue du couteau. 80 à 90 % de la viande qu'on consomme est d'origine industrielle, et on sait tous, notamment grâce à [L214](#), ce qu'il se passe d'atroce dans les abattoirs français. La viande dite *halal*, dans de telles conditions, n'est pour moi pas licite ! La question animale est fondamentale : quand on



aura avancé sur ce sujet, dans les quartiers, il y aura des ponts à faire.

Le Front de Mères, dites-vous, assume un positionnement « inédit ». Quelle est sa singularité ?

« 80 à 90 % de la viande qu'on consomme est d'origine industrielle, et on sait tous, notamment grâce à L214, ce qu'il se passe d'atroce dans les abattoirs français. La question animale est fondamentale. »

Jusqu'à présent, on mettait en avant les mères pour aller parler aux jeunes hommes des quartiers. Pour qu'ils ne crament pas de voitures, en gros. Nous, on n'est pas là-dedans ; on n'est pas dans le contrôle social. On dit au contraire qu'on se bat, qu'on monte au front. On s'auto-organise. Prendre en charge les questions de l'école, pour penser la question systémique des discriminations, me paraît pertinent. Les parents sont au cœur de la machine concurrentielle capitaliste. Les dérogations scolaires³ alimentent la ségrégation raciale, économique et territoriale. Je ne veux pas que mes enfants écrasent les autres pour avoir plus d'« opportunités » !

Historiquement, le féminisme est rarement associé à la valorisation de la maternité, surtout dans notre famille politique !

Clairement. Du fait de l'idée que les femmes ne doivent pas être *réduites* à leur rôle de mères. La maternité n'est généralement pas pensée par le féminisme : on se retrouve sans outils. Pour ma première grossesse, j'avais fait savoir à l'hôpital public que je ne voulais pas de certaines pratiques obstétricales et on n'a pas respecté ma volonté. En plus, à cause de ça, j'ai eu de très fortes douleurs pendant plusieurs semaines et on m'a donné un placebo : la femme arabe qui exagère... Pour mon second enfant, j'ai accouché ailleurs, dans une maternité plutôt bobo : rien à voir ! Je n'ai pas été considérée de la même manière. Je ne vous parle même pas de la manière dont les femmes rroms étaient traitées dans le premier établissement — c'était répugnant. J'ai donc commencé à réfléchir à la mère comme sujet politique féministe à partir de ces expériences. Ce féminisme majoritaire défiant à l'endroit de la maternité est très occidental. [Aminata Traoré](#), que j'avais invitée en 2018 pour une journée consacrée au 8 mars, pose la question en sens inverse : arrêtons de nous *réduire* à notre statut de femmes, nous sommes aussi des mères !

Mais axer sur les mères ne conforte-t-il pas les pères à ne pas assumer leurs

tâches ?

On ne fait pas de la couture ni du couscous. Front de Mères est une organisation politique où les femmes prennent le micro et le pouvoir. Les mères y sont sujets politiques, et révolutionnaires !



□Cyrille Choupas | Ballast□

En 2006, vous aviez appelé, dans un article, à « créer de nouveaux espaces politiques où serait au centre le point de vue des femmes issues de l'immigration ». Nous voici treize ans plus tard...

J'étais à Lille, à cette époque. L'antiracisme politique était parisien, plutôt « intello déclassé », et Ni putes ni soumises avait été créé en 2003. À travers cette association, il y a eu instrumentalisation de la voix des femmes des quartiers, bien sûr, il y a eu confiscation, mais il y a eu au départ quelques militantes sincères qui s'y trouvaient. J'étais persuadée, alors, qu'il fallait prendre en charge les problèmes qu'elle soulevait si on ne voulait pas, précisément, qu'elle serve la soupe aux racistes et aux impérialistes. J'ai donc écrit le texte que vous évoquez pour un rassemblement anticolonialiste, et, en off, j'ai perçu un décalage : on s'attendait à ce que je dénonce uniquement le féminisme comme instrumentalisation. Or ce n'est pas que ça. Lutter contre la récupération, ce n'est pas un objectif en soi : on doit d'abord et avant tout lutter contre les oppressions



qu'on subit. On a fondé le CFI, le Collectif des féministes indigènes, qui était non-mixte, et deux lignes se sont affirmées. Pour parler de racisme, tout allait bien, mais dès qu'on posait la question du sexisme tel qu'on le subissait concrètement, ça bégayait un peu. Ma ligne, c'était que même si c'était difficile, il fallait parler de tout, toujours de notre point de vue ; l'autre, c'était de s'en tenir strictement à la critique du féminisme blanc et de ne rien dire de plus de crainte d'être instrumentalisées et de « vendre la communauté ». C'était des polémiques sans fin.

« Il faut vraiment une très grande patience pour répondre encore à la question de savoir pourquoi on utilise le mot "blanc". »

Il n'était pas question, à mes yeux, de me sacrifier, ou de sacrifier mes sœurs, pour préserver « le garçon arabe », au demeurant complètement fantasmé et sur lequel étaient projetées, au fond et sous prétexte de le défendre, des représentations racistes. Je pouvais le dire d'autant plus franchement que je suis irrécupérable. La ligne que je défendais n'a pas du tout été suivie : au contraire. J'ai quitté ce milieu en 2012. En 2014-15, j'ai fondé le Réseau Classe/Genre/Race, qui défend très exactement la ligne définie dans mon article de 2006. J'ai pu mobiliser sur ces questions notamment au sein des quartiers, et ça se passe très bien ! La boussole, c'est de travailler sur des projets concrets et locaux, qui s'inscrivent dans les luttes de l'immigration et des quartiers, avec des points de vigilance — par exemple le fait de faire attention à l'esthétisation des luttes qui ont lieu aux États-Unis. En France, les Blancs adorent qu'on parle des Américains ! C'est quand même plus inoffensif pour ses petits privilèges quand les luttes se passent là-bas, très loin. Le mythe individualiste autour d'[Angela Davis](#) le montre bien. Je parle souvent de [Djamila Bouhired](#) comme référence majeure en termes de lutte : et là, parce que c'est l'Algérie et l'Afrique, parce que c'est nous, nos parents, parce que c'est l'histoire coloniale de la France, ça coïncide. En plus, Bouhired gagne à la fin⁴ !

L'appel récurrent à prendre la mesure des ses « privilèges », individuellement, ça vous parle ?

On parle beaucoup de « discriminations » comme si le système n'aimait pas les Noirs ou les Arabes, comme si « le passé ne passe pas ». Non ! Si des personnes sont discriminées, c'est pour que d'autres soient privilégiées. Entendue ainsi, elle me parle. Mais sur le terrain stratégique des luttes, moins. « Check tes privilèges », si tu veux, mais ça demande une énergie énorme d'aller conscientiser les dominants. J'avais participé à une université d'été des Verts sur cette question et il faut vraiment une très grande patience pour répondre encore à la question de savoir pourquoi on utilise le mot

« blanc ». J'ai déjà vu des privilégiés pleurer sur les privilèges qu'ils se découvrent avoir... Même les discriminés ne pleurent pas autant ! Aller chuchoter à l'oreille des privilégiés, sans doute faut-il le faire ; certainement, même. Mais il faut savoir ce que ça peut coûter psychologiquement, et je n'ai, pour ma part, pas le temps pour ça — surtout que, du côté des opprimés, beaucoup n'arrivent pas à reconnaître leur statut de victimes. Je crois davantage au rapport de force politique.



□Cyrille Choupas | Ballast□

Vous allez mener à la rentrée 2019 une « sortie pédagogique avec toutes les mamans ! » pour vous dresser contre les attaques du Sénat à l'encontre des mères qui portent le foulard⁵...

Les mères voilées ne supplient pas l'État pour participer aux sorties scolaires : elles ne l'ont pas attendu pour faire découvrir le monde à leurs enfants. Une membre de Front de Mères qui porte le foulard a littéralement vomi en découvrant cet amendement, et s'est rendue à l'école avec une boule au ventre. À chaque fois qu'on parle du voile, on oublie combien les femmes voilées se retrouvent mal à l'aise dans leur environnement, regardées, épiées, combien leurs enfants sont humiliés en voyant leurs mères l'être. Pour des raisons idéologiques, l'Éducation nationale assume de détruire des enfants. Certains gosses ont développé des phobies scolaires suite à la [circulaire Châtel⁶](#), en 2012. Je suis convaincue que dans cinquante ans, on lira ce qu'on a fait subir aux



femmes voilées, en France, comme l'expression la plus nette de la montée du fascisme. L'État veut vraiment la guerre...

Dans un texte, vous lancez : « *prenons le pouvoir !* » Il y aura des élections municipales en mars 2020 : c'est un levier de mobilisation ou les urnes sont vaines ?

« Dans cinquante ans, on lira ce qu'on a fait subir aux femmes voilées comme l'expression la plus nette de la montée du fascisme. »

Je ne suis pas une gauchiste. Je ne suis pas sur un positionnement de l'autonomie toute en pureté. Quand tu sais la difficulté que c'est, dans ta propre ville, d'obtenir ne serait-ce qu'une salle car le pouvoir institutionnel t'est hostile, tu ne peux pas ignorer le pouvoir. J'ai vu de quelle manière les politiques racistes s'abattent à l'échelle d'une ville. Donc on doit prendre le pouvoir — d'abord à l'échelle des municipales, des législatives. On ne peut pas se contenter de réagir, de dénoncer ; on doit se donner les moyens de gérer. Le pouvoir n'est pas négatif en tant que tel : c'est une vraie divergence que j'ai au sein de la gauche radicale.

Donc monter une liste ?

Oui — même si je ne veux pas y figurer personnellement. Monter des listes autonomes dans des villes où existe une vraie tradition de luttes. Mais trois Arabes qui discutent ensemble, c'est le début du « communautarisme » ! (rires)

À Commercy, dans la Meuse, des gilets jaunes réfléchissent aussi à ces questions d'échelon municipal.

Oui ! On pourrait s'entre-inspirer.

Photographie de bannière : Cyrille Choupas | Ballast

1. « Louange à Dieu ».[↔]
2. Fédération des conseils de parents d'élèves.[↔]
3. « La carte scolaire permet l'affectation d'un élève dans un collège ou un lycée général ou technologique correspondant à son lieu de résidence. Toutefois, chaque famille a la possibilité de formuler une demande de



dérogation afin que son enfant soit scolarisé dans un établissement de son choix. » [source][↔]

4. Djamilia Bouhired est graciée puis libérée le 18 avril 1962, en application des accords d'Évian. L'indépendance sera proclamée au mois de juillet de la même année.[↔]
5. En mai 2019, les sénateurs ont adopté un amendement Les Républicains visant à interdire le port du foulard pour les (mères) accompagnatrices dans le cadre des sorties scolaires. Le 13 juin, la Commission mixte paritaire le rejetait.[↔]
6. Circulaire n° 2012-056 : « *Ces principes permettent notamment d'empêcher que les parents d'élèves ou tout autre intervenant manifestent, par leur tenue ou leurs propos, leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques lorsqu'ils accompagnent les élèves lors des sorties et voyages scolaires.* »[↔]